

Guadeloupe



N° 24

Septembre 2015

Antilles-Guyane

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2014 Une économie en sourdine

En 2014, l'économie guadeloupéenne ne montre pas de réel signe de reprise mais se maintient par rapport à 2013 avec une croissance de 0,9 %, légèrement supérieure à celle de la France entière (+ 0,2 %).

Dans un contexte où l'inflation est quasi nulle (+ 0,3 %), la consommation des ménages se redresse légèrement et augmente de 0,7 % en volume.

En lien avec cette légère hausse de la consommation, les importations dédiées aux ménages (alimentation, vêtements et véhicules automobiles) augmentent de 2,2 %.

En revanche, du côté des entreprises, la demande est faible. Les importations d'équipements mécaniques, de matériels électrique, électronique et informatique diminuent fortement et les importations de ciment chutent de 15 %.

Le repli de la construction pèse négativement sur l'emploi de ce secteur et affecte l'investissement qui diminue de 7,0 % en volume.

Autre composante de la croissance, la consommation des administrations publiques augmente de 1,3 % en volume, à cause notamment d'une hausse de la masse salariale.

Clémentine GARANDEAU, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe évolue de 0,9 % en volume en 2014, après 0,1 % en 2013 (*figure 1*).

Avec une population qui stagne en 2014, le PIB par habitant évolue également de + 0,9 % en euros constants et s'établit à 19 950 euros. Il diminue de 0,2 % en France et augmente de 1,9 % en Martinique.

La consommation des ménages se redresse

La consommation des ménages évolue de + 0,7 % en volume en 2014, montrant de légers signes de reprise, et ce, malgré une population qui stagne par rapport à 2013.

1 En 2014, la croissance de la Guadeloupe est de 0,9%

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %			
	2013	2014	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	7 980	8 055	0,9	0,0	0,9	0,9
Consommation des ménages	4 737	4 774	0,7	0,1	0,8	0,4
Consommation des administrations publiques	3 564	3 613	1,3	0,1	1,4	0,6
Investissement	1 503	1 398	-7,0	0,0	-7,0	-1,3
Import de biens et services	2 763	2 643	-4,3	0,0	-4,3	1,5
Export de biens et services	958	898	-5,5	-0,8	-6,3	-0,7
Variation de stocks	-19	15	0,4	///	///	0,4

Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

Les crédits à la consommation augmentent de nouveau de 1,4 % alors qu'ils étaient stables en 2013. En particulier, les ventes de véhicules neufs repartent timidement à la hausse : + 1,5 % après une diminution de 5,2 % en 2013 et de 4,0 % en 2012. Ces fortes baisses ont fait suite à l'arrêt de la prime à la casse en 2010.

L'encours des crédits à l'habitat ralentit pour n'augmenter que de 2,9 % (+ 6,0 % en 2013), inversant la tendance des dernières années où l'augmentation des crédits à l'habitat se maintenait à un niveau élevé et celle des crédits à la consommation flanchait.

Les prix augmentent peu, à l'instar de ceux de la France entière

L'indice des prix à la consommation (figure 3) n'augmente que de 0,3 % en 2014 (0,5 % sur la France entière). À court terme, la faible hausse des prix a pu encourager les ménages à consommer.

Cette faible évolution est due, d'une part, à la baisse du prix des produits pétroliers : le cours du Brent diminue de 9,4 % et les prix du carburant en Guadeloupe sont à la baisse de 3,3 %.

D'autre part, le prix des biens manufacturés diminue de 0,4 %, pour un poids d'environ 30 % dans la consommation des ménages et contribue donc significativement à la stabilité des prix.

Les services sont les principaux contributeurs à l'inflation, avec une augmentation de 0,9 %. En particulier les services de soins personnels, de protection sociale, d'assurances et financiers entraînent cette hausse des prix des services.

Un secteur de la construction en berne qui pénalise l'investissement

Le secteur de la construction se contracte de nouveau comme en témoignent la baisse de 15 % des importations de ciment par rapport à 2013 et celle des mises en chantier (- 15 % également). L'investissement décroît ainsi de 7,0 % en volume en un an (figure 4).

Les ménages sont donc peu enthousiastes en 2014 pour investir, ce qui se traduit par un léger report sur la consommation, à l'inverse des années précédentes.

Malgré tout, les perspectives pour 2015 semblent sensiblement meilleures : le nombre de permis de construire accordés en 2014 augmente de 14 % (- 12 % en 2013).

L'investissement public est à la hausse (+ 5,1 %), qu'il s'agisse des administrations et de l'enseignement ou bien de la santé.

Les entreprises restent sur la réserve : les importations de biens d'investissement (tels que la fabrication d'ordinateurs, la réparation et l'installation de machines et d'équipements) décroissent de 5,4 %.

Des échanges commerciaux en baisse

Les importations à destination des ménages se maintiennent, qu'il s'agisse des produits alimentaires, non alimentaires ou automobiles. En revanche, celles à destination

des entreprises flanchent. Les importations d'équipements sont en baisse. Celles de ciment le sont également et traduisent les difficultés du secteur de la construction, symptôme d'un investissement qui régresse. Ainsi, globalement les importations baissent de 4,3 % en valeur. (figure 5)

Les exportations sont également peu dynamiques et chutent de 6,3 % en valeur. En particulier les exportations de transport, réalisées par les compagnies aériennes locales, diminuent.

Les exportations de produits pétroliers raffinés apparaissent en forte baisse (- 73,8 %).

2 La croissance se maintient à un niveau modeste

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : Les estimations antérieures à 2014 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

3 L'inflation faiblit

Évolution de l'indice des prix à la consommation (moyenne annuelle en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

Toutefois, ils ont un faible poids dans le total des exportations car il s'agit en réalité de réexpéditions, principalement vers la Guyane.

En revanche, l'agriculture se porte bien, même si son faible poids dans les exportations ne permet pas de compenser la baisse des exportations de transport, de biens manufacturés et de produits pétroliers. Les exportations de bananes augmentent de 2,5 % en volume avec 72 909 tonnes expédiées pour un prix de 70 centimes d'euro le kilo, soit au prix de 2012 (- 9,1 % par rapport à 2013).

Les conditions climatiques favorables et la hausse significative des replantations de canne en 2013 (+ 38 %) ont amélioré la production de canne à sucre. De ce fait, les exportations de rhum bondissent de 17,7 % en volume et la production de sucre s'envole (+ 30,6 % en volume).

Les dépenses des administrations publiques orientées à la hausse

De même que pour l'investissement, le secteur public soutient la croissance à travers sa consommation qui augmentent de 1,3 % en volume, après une année 2013 sur la réserve (- 0,4 %).

La masse salariale de l'administration et de l'enseignement augmente de 2,9 %, tandis que le point d'indice de la fonction publique n'évolue quasiment pas (+ 0,3 %).

Par les salaires distribués et les commandes publiques passées, l'augmentation des dépenses publiques soutient la croissance de l'activité économique, même si les conséquences ne sont pas neutres sur le niveau de la dette publique.

Les achats et charges externes se contractent de 2,2 % dans ces secteurs et se réduisent encore davantage dans ceux de la santé publique (- 7,4 %).

Tourisme : les créations d'entreprises en hausse

Le nombre de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbes est stable et reste à un niveau soutenu, au dessus de la barre des deux millions de passagers.

L'année touristique 2014 est affectée par l'épidémie de chikungunya en début d'année qui a pu influencer à la baisse les arrivées de touristes, tandis que la fin de l'an-

née est marquée par l'arrivée de la route du rhum, susceptible au contraire de les attirer.

Dans les hôtels, le nombre de nuitées baisse de 11,1 % mais ce n'est pas le seul mode d'hébergement touristique. En effet, l'hôtellerie rassemble environ 35 % des nuitées, détrônée ainsi par les gîtes et les locations qui regroupent 40 % des nuitées.

Le secteur des commerces, du transport, de l'hébergement et de la restauration est celui qui compte le plus de créations d'entre-

prises en 2014 : + 13,8 % (baisse de 0,9 % de créations de sociétés sur l'ensemble des secteurs). Ceci atteste d'un regain de confiance des professionnels touristiques après deux années qui ont attiré les touristes en nombre et ont ainsi renfloué la confiance perdue dans le période post-crise, néfaste pour le tourisme.

L'inauguration du Mémorial ACTe début 2015 laisse entrevoir une possibilité de prolonger cet élan du secteur en offrant un attrait culturel unique dans la Caraïbe. ■

4 Baisse sensible de l'investissement

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

5 Le commerce extérieur en repli

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

Méthodes

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, le compte rapide 2014 de la Guadeloupe repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Un nouveau modèle

En 2015, le modèle d'estimation des comptes rapides évolue afin de produire des estimations encore mieux maîtrisées. Afin de s'approcher le plus possible des méthodes comptables, de nouvelles sources externes ont été introduites. Les importations et les exportations d'assurances sont dorénavant estimées. En outre, la croissance démographique est utilisée pour affiner l'estimation de certains agrégats comme la consommation des ménages. Autre grande amélioration, le développement d'outils de contrôles qui rendent mieux compte de la cohérence d'ensemble du modèle. Ces contrôles, déjà réalisés auparavant, permettent d'agir de façon plus fine sur les différents équilibres qui se jouent dans l'économie, et de préciser ainsi in fine l'estimation de la croissance et des grands agrégats économiques.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit **la croissance de l'économie**.

L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de la Guadeloupe sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'IEDOM.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif.

Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Insee Guadeloupe
rue des bougainvilliers
97102 Basse-Terre Cédex

Directeur de la publication :
Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :
Béatrice CELESTE

Mise en page :
Typhenn LADIRE

© Insee - Iedom - AFD - 2015

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guadeloupe », consultables sur www.cerom-outremer.fr/guadeloupe et sur www.insee.fr/guadeloupe.
- « La Guadeloupe en 2014 », Rapport annuel de l'Iedom - mai 2015 sur <http://www.iedom.fr>.
- « Bilan économique 2014 en Guadeloupe », Insee Conjoncture Guadeloupe n° 1, Insee - mai 2015.
- « Une reprise lente, pénalisée par une consommation des ménages atone », Comptes rapides 2013 Guadeloupe, septembre 2014.
- « Redressement du taux de croissance », Comptes rapides 2014 Martinique, septembre 2015.
- « Une année record pour le spatial, la consommation des ménages se maintient », Comptes rapides 2014 Guyane, septembre 2015.
- « La reprise se diffuse dans la zone euro » - Note de conjoncture, Insee - juin 2015

